



Hubert Cochet, Olivier Ducourtieux et Nadège Garambois (dir.)

Systèmes agraires et changement climatique au Sud Les chemins de l'adaptation

Éditions Quæ

Conclusion générale

Hubert Cochet, Olivier Ducourtieux et Nadège Garambois

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Éditions Quæ
Année d'édition : 2019
Date de mise en ligne : 30 janvier 2020
Collection : Update Sciences & Technologie
ISBN électronique : Update Sciences & Technologie



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2019

Référence électronique

COCHET, Hubert ; DUCOURTIEUX, Olivier ; et GARAMBOIS, Nadège. *Conclusion générale* In : *Systèmes agraires et changement climatique au Sud : Les chemins de l'adaptation* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2019 (généré le 31 janvier 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/21252>>.

Conclusion générale

HUBERT COCHET, OLIVIER DUCOURTIEUX
ET NADÈGE GARAMBOIS

À partir de l'étude détaillée d'un petit nombre de situations très contrastées, nos travaux ont permis de mettre en évidence les processus et les trajectoires expliquant la forte exposition aux aléas de certains groupes d'agriculteurs, ainsi que le maintien ou l'accroissement de cette exposition. Ces travaux permettent d'expliquer, à l'échelle du système agraire et à celle des systèmes de production, les ressorts de cette vulnérabilité en mettant à jour les conditions limitantes d'accès aux ressources et aux moyens de production, ainsi que les modalités de fonctionnement et les résultats des exploitations agricoles. Ils mettent en évidence et illustrent le poids des choix passés et actuels en matière de politiques agricole, environnementale et commerciale dans l'aggravation de la vulnérabilité, parfois aussi, mais plus rarement dans la diminution de celle-ci. Enfin, ils mettent en lumière les modalités d'ajustement et les transformations passées et en cours des pratiques d'agriculture et d'élevage allant dans le sens d'une réduction de l'exposition à l'aléa, d'une atténuation de la vulnérabilité et d'une meilleure adaptation aux changements globaux auxquels sont confrontés les agriculteurs.

L'adaptation des agriculteurs à des conditions climatiques très difficiles ou extrêmement aléatoires, en culture pluviale comme en culture inondée (pluviométrie, durée de la saison des pluies, ampleur de la crue), est déjà ancienne. Dans l'ensemble des régions étudiées, les agriculteurs ont su faire évoluer leurs pratiques et repenser, parfois en profondeur, le fonctionnement de leurs systèmes de production agricole pour faire face à un bouleversement du climat et à une plus grande fréquence de ses aléas. Pour cela, aujourd'hui comme par le passé et dans des contextes géographiques variés, ils se sont appuyés sur une connaissance fine des écosystèmes qu'ils utilisent,

sur des savoir-faire adaptés aux conditions pédoclimatiques, à leurs ressources et au contexte économique et social. Des leviers communs d'adaptation et d'accroissement de leur résilience se dégagent des expériences analysées dans cet ouvrage. Ils relèvent souvent d'une démarche d'agroécologie :

- utilisation complémentaire et différenciée des différents écosystèmes accessibles aux agriculteurs, parfois au prix d'aménagements artisanaux ;
- renforcement de l'agro-biodiversité (diversité variétale, association de cultures, assolement diversifié et poly-élevage), augmentation de la place des légumineuses en agriculture pluviale, renforcement des liens entre cultures et élevages, etc.

Dans les différentes régions étudiées, ces techniques anti-risques relèvent bien du champ de l'adaptation à la péjoration ou à l'aléa climatique. Elles sont aussi au cœur des démarches visant à mieux faire face à d'autres changements globaux : accroissement démographique, compétition accrue pour l'accès aux ressources, intégration croissante aux échanges marchands, évolution des prix relatifs et fluctuation de marché, dérégulation et baisse des soutiens publics. Avec un accès extrêmement limité aux équipements et intrants, c'est souvent grâce à une intensification en travail que les agriculteurs les plus pauvres ont réussi à enrayer la baisse de la production et du revenu. D'autres ont réussi à le maintenir ou parfois à l'augmenter, malgré la baisse tendancielle de la surface exploitée par actif. Les productions agricoles ont été diversifiées chaque fois que cela était possible, souvent au profit des cultures de vente pour lesquelles ces agricultures familiales conservent quelques avantages comparatifs (maraichage par exemple), pour peu qu'elles ne soient pas trop risquées.

Au-delà du changement ou de l'aléa climatique, ces agricultures sont plus directement confrontées à la concurrence des marchés mondiaux depuis la fin des années 1980 que durant la période postindépendances. Parallèlement, elles sont beaucoup moins soutenues par les pouvoirs publics, faute de politiques adaptées et de ressources budgétaires. Ces agricultures sont aussi plus exposées aux risques d'accapement foncier et au développement à leur voisinage de formes d'agriculture directement concurrentes et enregistrant des niveaux de productivité du travail incomparablement plus élevés.

Dans la plupart des situations étudiées, l'accès suffisant à la terre et à l'eau d'irrigation s'est révélé déterminant. Notamment, lorsqu'il autorise une même famille à avoir accès à une palette diversifiée de conditions du milieu permettant de multiplier les espèces et les variétés cultivées, les associations et successions de cultures de façon à valoriser au mieux la force de travail familiale disponible sur place. L'accès aux intrants (semences, engrais de synthèse et parfois pesticides) et aux équipements permet aussi d'accroître la productivité physique au moment des pointes de travail : tracteurs pour le travail du sol, motoculteurs et petites moissonneuses-batteuses, traction attelée et équipement allant de pair pour les semis et sarclages, charrettes, petits équipements d'irrigation, équipements de stockage et de transformation post-récolte. De ce fait, il se révèle souvent déterminant, tout comme l'accès au marché dans des conditions de prix acceptables.

À l'aune de l'accroissement démographique encore très rapide dans la plupart des régions étudiées, ces progrès ne se sont pas toujours révélés suffisants pour faire face à l'augmentation des besoins alimentaires en milieu rural et en ville. Pour autant, compte tenu des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles la plupart des

familles rurales étaient placées, conditions souvent dégradées sous l'effet des changements globaux dont il a été question, les agriculteurs de ces régions ont largement démontré leur « capacité d'adaptation » au changement. Cette capacité contredit l'image d'immobilisme et d'inadaptation qui leur est trop souvent attribuée, notamment par les décideurs.

Hélas, les principaux axes proposés par les États ou des institutions internationales en matière d'adaptation au changement climatique restent figés sur cette image et empruntent les chemins et les impasses du passé, ne tirant pas les enseignements de tant d'échecs répétés. Trop souvent, ils se limitent encore à un petit nombre de recommandations purement techniques et souvent passe-partout, en dépit des déclarations d'intention des promoteurs de « l'agriculture intelligente face au climat ». Les modalités « d'adaptation » proposées aux agriculteurs, quand elles ne leur sont pas imposées, sont censées réduire leur vulnérabilité. Mais il est extrêmement fréquent qu'elles se traduisent, au contraire, par l'accroissement des risques encourus par les agriculteurs. Alors même qu'il devrait être question, en réduisant la vulnérabilité des agriculteurs, de limiter les risques inhérents à la péjoration climatique et à l'accroissement des aléas, c'est souvent l'innovation elle-même — le paquet technique — qui conduit à l'accroissement de la vulnérabilité. En outre, les processus historiques de fragilisation des systèmes agraires ne sont ni identifiés, ni pris en compte par ces politiques. Il en est de même pour les mécanismes de différenciation qui permettent pourtant d'expliquer les causes réelles de la vulnérabilité de certains et les ressorts de la résilience plus forte d'autres groupes, ainsi que d'entrevoir les actions spécifiques à entreprendre pour promouvoir une réelle adaptation. Pourtant, la vulnérabilité est avant tout un construit social, comme nous l'avons montré par l'approche à la fois diachronique et typologique développée dans chacune des régions étudiées dans le cadre de cet ouvrage. C'est pour cela qu'il semble que la définition des politiques de réduction de cette vulnérabilité, dans la perspective d'une meilleure adaptation au changement climatique, suppose que des choix politiques clairs soient faits au bénéfice des groupes les plus vulnérables.

Pour tenter de diminuer la vulnérabilité des agriculteurs et d'accroître durablement leur capacité d'adaptation, c'est sur les agriculteurs eux-mêmes qu'il faut compter. Notamment, il faut valoriser leur connaissance approfondie des écosystèmes qui constituent à la fois leur lieu de vie et leur moyen de travail. Leur capacité d'innovation n'est plus à démontrer, comme leur capacité à faire le tri entre les innovations qui accroissent la vulnérabilité et celles qui la font reculer. Dans chaque région, les priorités nous semblent d'abord d'identifier les dynamiques en cours et de repérer les pratiques et innovations exprimant à la fois une stratégie de limitation du risque et une capacité de résilience accrue. Il importe ensuite de les accompagner par des programmes facilitant l'accès aux ressources et aux moyens de production dont les agriculteurs ont besoin. Ces conditions d'accès à ces moyens de production doivent être sécurisées, y compris en intervenant sur le système des prix relatifs, lorsque cela est indispensable. Il convient ensuite de réduire l'aléa dans tous les domaines où cela est possible, notamment lorsque c'est l'action publique elle-même qui est source d'aléa, d'incertitude et de vulnérabilité, et tout particulièrement pour les producteurs les plus modestes, la réduction de l'aléa comme dans le domaine foncier par exemple ou celui de la vulgarisation autoritaire de paquets techniques porteurs de risques et imposés d'en haut.

Réfléchir aux moyens à rassembler et aux modalités de mise en œuvre de véritables politiques d'adaptation au changement climatique dans un contexte de fort accroissement démographique, de raréfaction de certaines ressources, d'accroissement marqué des inégalités, notamment concernant l'accès aux ressources, et en tenant compte de la nécessaire baisse de la contribution de l'agriculture au changement climatique (atténuation) revient donc à repenser en totalité les politiques de développement agricole et rural. Il ne peut être question de se cantonner à un « volet adaptation » d'une politique climatique aussi ambitieuse soit-elle. Concilier, comme le proposent ceux qui se sont rassemblés autour de l'initiative *Climat smart agriculture*, adaptation, atténuation et sécurité alimentaire, constitue en soi un objectif louable. Pourtant, relever ce défi ne sera envisageable qu'en s'attaquant résolument aux mécanismes créateurs ou amplificateurs d'inégalités, d'évictions de l'accès aux ressources et aux moyens de production ; qu'en réinventant des outils de régulation des marchés permettant aux agriculteurs de vivre décemment de leur activité et d'investir. Il ne sera possible qu'en promouvant des agricultures à la fois riches en emplois, les plus diversifiées possible et ne faisant qu'un usage parcimonieux des intrants de synthèse, bref en tournant la page d'un développement de l'agriculture basé sur un petit nombre de paquets techniques ou de « techniques d'adaptation » conçues en haut lieu et inadaptées à la situation concrète des agriculteurs.

Imaginer que les transformations en cours des pratiques, des exploitations agricoles, des paysages et des territoires pourraient être interprétées comme relevant du seul impact du changement climatique est bien sûr un leurre. Dès lors, la question de l'adaptation au changement climatique reste-t-elle pertinente ? Ne constitue-t-elle pas un écran de fumée largement instrumentalisé pour éviter une remise en cause profonde des politiques agricoles en cours et de leurs effets, et pour justifier la poursuite, sous de nouveaux habits, du *business as usual* ? En réduisant la portée du diagnostic et les solutions proposées à une énumération de recommandations techniques, la question de l'adaptation échapperait ainsi à tout questionnement politique.